

Lors de son procès pénal, l'ancien patron de Wirecard a nié toute malversation

■ “Je rejette toutes les accusations” contre moi, a déclaré Markus Braun.

L'ancien patron de Wirecard Markus Braun a nié lundi lors de son procès pénal toutes les accusations de fraude portées à son encontre dans le vaste scandale financier qui a mené la société allemande à la faillite.

“Je rejette toutes les accusations” contre moi, a déclaré Markus Braun au début d'une déposition-fleuve devant un tribunal à Munich. Vêtu d'un pull à col roulé sous un costume bleu sombre, comme à son habitude, l'homme au visage émacié est apparu déterminé, lâchant quelques sourires. Assis, les mains jointes et le corps penché vers un micro de table, il retrace de manière chronologique sa version de l'histoire de la fintech déçue à partir de “souvenirs précis”, parfois interrompu par des questions du juge.

“Un choc pour les actionnaires”

L'homme de 53 ans, qui encourt de nombreuses années de prison, a affirmé d'emblée n'avoir eu “aucune connaissance de malversations” au sein de l'entreprise qu'il dirigeait depuis 2002. Il a ressenti “un choc pour les ac-

tionnaires et surtout pour les salariés” lors de la publication le 18 juin 2020 d'un communiqué qui a révélé un gigantesque scandale. Wirecard a coulé en Bourse en juin 2020, après que ses dirigeants ont avoué que 1,9 milliard d'euros d'actifs, supposés se trouver sur des comptes en Asie, soit un quart du bilan comptable, n'existaient pas en réalité. Jusqu'alors, cette société offrant des services de paiement en ligne était l'une des stars du Dax, le principal indice de la Bourse allemande, où elle valait plus que Deutsche Bank.

“Système de fraude organisée”

Acteur central de la fraude présumée, l'Autrichien Jan Marsalek, ancien bras droit de M. Braun, chargé du développement des affaires en Asie, est en cavale depuis juin 2020. M. Braun a passé de longues années d'une relation “très étroite” avec M. Marsalek, le jeune manager, autrichien comme lui. Son entrée dans l'entreprise constituait alors “une chance”, selon le sentiment de M. Braun. “Cela sonne étrange aujourd'hui mais il avait une énergie incroyable” pour soutenir la forte croissance de l'entreprise, a soutenu l'employeur.

Les choses se gâtent quand éclatent des soupçons de fraude sur des comptes avec des tiers en Asie entre 2016

et 2018, tel que détaillé courant 2019 dans le *Financial Times*.

M. Braun se souvient d'avoir voulu “mettre un couvercle sur le sujet” que les auditeurs légaux d'EY n'avaient pas mis en avant. Une expertise indépendante sera confiée à KPMG, M. Braun se souvenant que M. Marsalek était au départ opposé à l'idée. Le cabinet KPMG se dira au final incapable de valider certaines activités de paiement réalisées par des sociétés tierces au nom de Wirecard, provoquant l'éclatement du scandale.

L'ancien PDG de la fintech, incarcéré depuis juin 2020, renvoie les torts sur deux anciens compagnons de route: Stephan von Erffa, ancien chef comptable, qui se serait vu directeur financier mais “qui n'avait pas l'étoffe pour”, selon M. Braun, et Oliver Bellenhaus, ancien directeur d'une filiale basée à Dubaï, également jugés à Munich.

M. Braun avait mis en place “un système de fraude organisée” et “toute l'affaire était une escroquerie dès le départ”, a assuré lors d'une précédente audience M. Bellenhaus, l'un des principaux témoins de l'accusation.

Le tribunal a prévu en tout 100 jours d'audience jusqu'en 2024 pour tenter de faire la lumière sur ce scandale financier sans précédent en Allemagne, qui a ébloué le monde économique et politique. (AFP)

“Toute l'affaire était une escroquerie dès le départ.”



Oliver Bellenhaus
Ex-directeur d'une filiale à Dubaï

AÉRIEN Extinction Rebellion a bloqué le terminal des jets privés de Brussels Airport



Une quarantaine d'activistes se revendiquant des mouvements Extinction Rebellion, Scientists Rebellion et Youth for Climate ont bloqué l'accès principal au terminal des jets privés à Brussels Airport lundi matin, a constaté sur place l'agence Belga. Vers 9h, les militants sont arrivés au terminal, situé à 500 mètres du bâtiment principal de l'aéroport. Ils ont placardé des messages sur les vitres et se sont enchaînés devant l'entrée.

L'action s'inscrit dans le cadre de la campagne internationale “Make them pay”, qui se déroule dans 13 pays et vise l'application de taxes substantielles pour les usagers les plus fréquents du transport aérien, ainsi que l'interdiction des vols privés. “Les jets privés sont une injustice climatique, sociale et économique”, fustige Sebastian Gonzato, doctorant en intégration des systèmes énergétiques et membre de Scientists Rebellion. “Selon Oxfam, l'absence de taxe sur le kérosène coûte 210 millions d'euros par an à la société belge. L'aviation est déjà un secteur injuste, puisque seuls quelques pourcents de la population mondiale sont responsables des énormes émissions qu'ils engendrent. Concernant les jets privés, un utilisateur cause 1000 fois plus de CO₂ par an qu'un Belge moyen. Rien ne peut justifier cela. L'aviation reste nécessaire dans certains cas, mais il faudrait se limiter au strict minimum.”

La police, rapidement présente en nombre, n'a pas entrepris de déloger les activistes. Les agents se sont seulement déployés de manière à permettre aux passagers d'accéder à leur vol via une entrée latérale. (Belga)